

Vivendi achète Editis et cherche des alliés dans la musique

Le groupe contrôlé par Vincent Bolloré acquiert le deuxième éditeur français et envisage d'ouvrir le capital d'Universal Music Group

Vivendi a choisi le cœur de l'été et la publication de ses résultats semestriels, lundi 30 juillet, pour lever le voile sur deux mouvements surprises. Tout d'abord, le groupe de communication et de médias a débuté des négociations exclusives pour racheter au groupe Planeta 100 % du capital d'Editis, deuxième éditeur français derrière Hachette Livre (Lagardère). Montant de l'opération : 900 millions d'euros. Editis compte une cinquantaine de maisons d'édition, parmi lesquelles Nathan, Bordas, Robert Laffont ou Univers Poche, et édite des auteurs de best-sellers tels que Marc Levy (Robert Laffont) ou Michel Bussi (Presses de la cité), dont les ventes d'ouvrages dépassent le million d'exemplaires.

En 2017, Editis a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 750 millions d'euros et généré un bénéfice opérationnel de 60 millions d'euros. Pour Vivendi, ce rachat correspond au développement d'une nouvelle activité, à côté de la télévision payante, des jeux vidéo, de la musique et des télécommunications. « Dans le cadre de ce projet, Vivendi et Grupo Planeta exploreront de nouvelles opportunités dans le secteur de l'édition », déclare le groupe dans un communiqué.

Une opération surprise

Cette opération s'inscrit dans la stratégie de convergence de Vivendi, qui souhaite posséder les droits des œuvres en amont afin de les décliner sur tous les supports. « Les droits de propriété

feront de Vivendi un acteur gagnant à long terme », a lancé le président du directoire du groupe, Arnaud de Puyfontaine, lors d'une conférence avec les analystes. Et de prendre l'exemple de l'Ours Paddington, le célèbre personnage de livres pour les tout-petits dont Vivendi possède les droits hors édition (film, merchandising...), ou de Canal+, qui développe avec la Fox une série autour de l'ouvrage *La Guerre des mondes*, de H. G. Wells.

Reste à savoir quels seront les titres d'Editis adaptés à ce type de politique. « Cette opération reste une surprise. Le prix payé est élevé, les synergies me paraissent limitées pour une activité mature, et ce rachat accentue le profil de conglomerat de Vivendi, exactement le contraire de ce qu'avait vendu Vincent Bolloré aux marchés il y a trois ans », indique Jean-Baptiste Sergeant, analyste chez MainFirst. Si c'est la situation particulière de Planeta, fortement endetté et, selon la presse espagnole, en proie à une guerre entre les descendants du fondateur, qui permet à Vivendi de remettre un pied dans le livre, l'idée avait déjà germé dans la tête des dirigeants du groupe français. « Arnaud de Puyfontaine ne pense qu'à une chose, c'est d'y rentrer [dans l'édition]. Et en ce qui me concerne, je l'appuierai dans sa démarche », affirmait Vincent Bolloré, premier actionnaire de Vivendi, le 22 juin 2016 au Sénat.

Ironie de l'histoire, il s'agit pour Editis d'un retour aux origines ; le groupe d'édition fut créé par Havas à la fin des années 1990,

qui appartenait déjà à l'époque à Vivendi. En grandes difficultés, Vivendi s'est vu obligé de céder ce pôle, qui s'appelait alors Vivendi Universal Publishing, à Lagardère en 2002.

Autre mouvement tout aussi surprenant, Vivendi a annoncé chercher des partenaires pour Universal Music (UMG), numéro un mondial de la musique et pépite du groupe. Il se dit prêt à leur céder jusqu'à 50 % du capital tout en restant majoritaire, et ce, officiellement, afin de se développer en Chine, en Inde et en Amérique latine.

A la mi-mai, le propriétaire de Canal+ avait annoncé étudier toutes les options possibles autour de son pôle musique. Finalement, il a donc abandonné l'idée d'une entrée en Bourse, officiellement jugée « trop complexe et trop aléatoire ». « Peut-être ont-ils été déçus par les retours du marché », suppose Jean-Baptiste Sergeant. De fait, les estimations autour de la valorisation d'UMG varient entre 15 et 40 milliards d'euros, avec une moyenne à 20 milliards.

Vivendi ne s'en cache pas, son objectif est d'abord de valoriser au mieux Universal Music. Le groupe indique mettre en place un « prix de réserve » en dessous duquel il ne descendra pas.

Manceuvre financière

Mais la démarche est plus qu'inhabituelle pour Vincent Bolloré, peu habitué à partager le pouvoir au sein de ses entreprises. Pas sûr qu'il trouve un partenaire. Qui serait prêt à immobiliser des

milliards d'euros dans une entreprise non cotée, sans avoir son mot à dire au sein du conseil d'administration? «*Je ne crois pas à l'arrivée de nouveaux actionnaires. Vivendi souhaite surtout connaître la valeur de cette entreprise*», avance une source qui connaît bien le groupe.

A moins que cela ne soit une

première étape, préalable à un désengagement total. «*Seule la cession d'UMG pourrait créer de la valeur chez Vivendi. Les performances d'Havas, de Canal+ ou de Telecom Italia ne le permettent pas*», indique Jean-Baptiste Sergeant. Chez Raymond James, on estime que Vivendi pourrait céder pour 30 milliards d'euros d'ac-

tifs dans les deux ans.

Signe que la manœuvre est avant tout financière, l'argent généré par cette éventuelle cession sera «*utilisé pour un programme de rachat d'actions conséquent et une réduction de capital*», a précisé le groupe. Au passage, Vincent Bolloré se renforcerait un peu plus au capital de Vivendi. ■

SANDRINE CASSINI

LES CHIFFRES

6,46 MILLIARDS

C'est en euros, le chiffre d'affaires de Vivendi au premier semestre 2018. Il est en croissance de 4 % à périmètre constant.

492 MILLIONS

C'est le montant, en euros, du résultat opérationnel, soit une hausse de 28,6 % sur un an.

2,58 MILLIARDS

C'est le chiffre d'affaires, en euros, du Groupe Canal+, en hausse de 1,3 % à périmètre constant. En France, les recettes affichent encore un léger recul.

62 000

C'est le nombre d'abonnés qu'a perdus Canal+ en France au premier semestre.

2,6 MILLIARDS

C'est, en euros, le montant du chiffre d'affaires d'Universal Music Group, en hausse de 6,8 % sur un an.